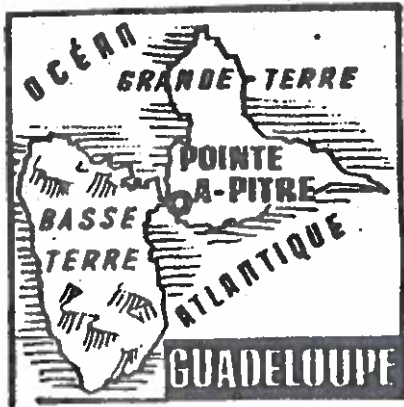


" LA RESISTANCE A L'OPPRESSION EST UN DROIT NATUREL
L. DELGRES



CHARTRE DU GONG



Groupe d'Organisation Nationale de la Guadeloupe

G. O. N. G.

* * * * *

LA CHARTE DU GONG – Juin 1963

Ces dernières années écoulées ont vu l'effondrement quasi général du système colonial dans le monde. Avec l'accession de l'Algérie à l'indépendance, après la libération des pays de l'Afrique Noire, l'empire colonial français s'est presque évanoui.

Tout près de la Guadeloupe, le renversement de la dictature sanglante de Batista par le glorieux peuple cubain, la transformation de Cuba en un état libre et socialiste, l'accession des Antilles sous domination britannique à l'autonomie et à l'indépendance a ouvert la voie au mouvement de décolonisation au sein même de la Caraïbe.

Les ex-colonies, fortes de leur dignité et de leur souveraineté retrouvées, sont entrées avec enthousiasme dans la voie de leur développement économique et social, bénéficiant de l'aide des autres états plus développés ou des organismes internationaux. Ces nouveaux États jouent sur le plan international un rôle dont l'importance n'échappe à personne.

Cependant, la Guadeloupe, ainsi que les quatre autres «départements d'Outre-mer», continue à subir le joug colonial français.

Les adaptations successives apportées à la politique dite d'assimilation ne peuvent plus masquer cette évidence. C'est pourquoi, le colonialisme français, dans un dernier sursaut de nostalgie, essaie de tout mettre en œuvre pour conserver ce dernier carré de la colonisation.

Malgré tout, il s'est développé durant ces dernières années, un véritable courant pour l'autonomie dans tous les milieux guadeloupéens. Mais ce courant n'a pu jusqu'à présent constituer une force organisée capable de briser le joug colonialiste.

Les faiblesses du mouvement autonomiste sur le plan pratique résultent du fait que l'élite politique n'a pas été capable de s'unir pour offrir des perspectives claires et nettes au peuple, que les partis politiques existants n'ont pas su toujours se dégager de la gangue électoraliste et des habitudes importées par la domination française et envisager hardiment l'avenir et enfin parce que le travail systématique et nécessaire d'éducation et d'organisation des masses n'a pas été convenablement fait. Tout cela s'explique par le fait que la question de la libération politique de la Guadeloupe ne s'est jamais posée comme une lutte évolutive de libération nationale.

L'analyse objective de toutes ces considérations eut au cours des deux années écoulées pour conséquence d'insuffler aux différents courants autonomistes qui sporadiquement se manifestaient dans la capitale française un enthousiasme nouveau, générateur d'objectifs bien définis et de moyens de lutte inédits. Ce fut donc dans l'euphorie générale que naquit ce qu'il était convenu d'appeler le Front Antillo-Guyanais. Cependant l'objectivité nous commande d'affirmer que, l'impossibilité pour cette organisation de se relever d'une part, à la suite de la mesure de dissolution qui la frappait et de se développer d'autre part, découle de l'esprit de clocher voisin de l'autoritarisme qui présidait aux décisions essen-

tielles, d'un manque de structuration organique, et enfin de divergences idéologiques sur la conception même du devenir respectif des pays intéressés.

Si les tâtonnements et les indécisions étaient inévitables en fonction même des conditions dans lesquelles le problème de l'autonomie se trouvait et se trouve encore posé leur perpétuation pourrait, à très brève échéance, plonger la Guadeloupe dans les plus terribles calamités.

Déjà la détérioration cumulative de la situation en Guadeloupe pose de façon non équivoque l'urgence de la mise en place des solutions adéquates. Elle pose en même temps et dramatiquement la nécessité d'une mobilisation générale de tous les Guadeloupéens pour la prise en main du destin de leur pays.

C'est pour toutes ces raisons, et profondément pénétrés du rôle qu'il leur appartient de jouer dans l'évolution de la Guadeloupe, qu'un certain nombre de Guadeloupéens, pour la plupart :

- Jeunes intellectuels en début de carrière ;
- Étudiants en fin d'études ;
- Travailleurs, ont décidé de créer une organisation en vue de tout mettre en œuvre pour :
- Réaliser la révolution politique, économique et sociale de en Guadeloupe ;
- Construire une Guadeloupe nouvelle, souveraine et heureuse. Cette organisation prendra la dénomination de Groupe d'organisation nationale de la Guadeloupe (G.O.N.G.) (...)

1. LE DROIT DU PEUPLE GUADELOUPEEN A DISPOSER DE LUI-MÊME.

Le droit à l'autodétermination est un droit inaliénable et imprescriptible reconnu à tous les peuples et expressément notifié par la Charte des Nations unies.

Les Guadeloupéens constituent un peuple majeur différent du peuple français. Communauté stable d'hommes avec un territoire propre, une histoire propre, une culture, une formation psychique, une langue (en dehors du français), une mentalité, des intérêts économiques, des mœurs, des besoins et des aspirations fondamentaux propres, ils constituent aujourd'hui une nation en pleine gestation certes, mais dont les composantes sont suffisamment nettes pour qu'elle revendique tous ses droits.

Il ne peut s'agir ici d'une minorité nationale pouvant s'intégrer à un ensemble national (français) plus grand. Il n'y a ici rien de comparable avec les exigences propres aux minorités nationales telles qu'on les rencontre en Corse, en Alsace, ou en Bretagne par exemple.

Il en résulte que :

2. LA GUADELOUPE A LE DROIT A LA PLEINE SOUVERAINETÉ NATIONALE.

C'est un principe constant sur lequel on ne saurait transiger quand bien même le peuple guadeloupéen consentirait à hiérarchiser les étapes par lesquelles inéluctablement il atteindrait son objectif final.

Cette revendication du reste, bien que reflétant forcément les conditions

objectives et subjectives qui la déterminent à un moment donné, s'inscrit en conséquence dans un cadre national.

La lutte du peuple guadeloupéen pour le triomphe de ses aspirations est par conséquent une lutte à caractère national pour la raison même que ces aspirations sont le reflet d'un désir encore plus ou moins conscient de libération du joug oppresseur.

3. LA LUTTE POUR CE DROIT EST UNE LUTTE JUSTE.

Elle s'inscrit dans le grand courant de décolonisation qui constitue l'événement historique fondamental de notre époque.

Des conditions favorables existent aujourd'hui pour engager et mener à bien une telle lutte. Elles sont à la fois externes et internes :

I. Externes.

La désagrégation générale du système colonial depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale fait qu'aujourd'hui les plus petits pays encore colonisés ont le droit de prétendre eux aussi rejeter le joug colonial.

- La condamnation ferme de l'O.N.U. du colonialisme et sa résolution tendant à la libération de tous les pays colonisés dans le courant de 1963.
- L'accession du Tiers Monde à la souveraineté nationale et internationale.
- L'existence du camp socialiste qui groupe plus du tiers de la population du globe et qui milite en faveur de l'émancipation des peuples sous tutelle.

Enfin l'accession récente de l'Algérie (naguère «départements français») à l'indépendance de même que la transformation politique opérée dans les Antilles britanniques et la marche triomphante de la révolution cubaine en dépit de tous les mauvais coups de ses adversaires impérialistes, sont de nature à hâter l'évolution politique en Guadeloupe.

II. Internes.

Ces conditions sont à la fois objectives et subjectives :

La preuve est faite que le système d'appartenance à la France ne saurait résoudre les problèmes spécifiques de la Guadeloupe car il existe un antagonisme fondamental entre les intérêts des travailleurs et consommateurs guadeloupéens d'une part et les intérêts des trusts monopolistes français d'autre part qui détiennent à la fois, la terre, les moyens de production et de transport, le commerce et l'administration. Il est de plus en plus acquis dans les plus larges couches que les problèmes guadeloupéens ne peuvent être résolus que par la prise en main par le peuple guadeloupéen de tous les leviers de commande de la vie politique, économique et sociale des travailleurs est indissolublement liée à la lutte pour la souveraineté nationale ; ces deux objectifs forment, naturellement un tout qu'il est impossible de dissocier.

- Le cheminement progressif de l'idée autonomiste au sein des masses laborieuses.
- Le désintéressement significatif du peuple guadeloupéen pour tout ce qui concerne la politique française, marqué notamment par un absentéisme important des électeurs lors du dernier référendum et des élections législatives (près

de 60 010 d'abstention en dépit du bourrage massif et frauduleux des urnes organisé sous le patronage officiel).

- Enfin le fait le plus déterminant est encore l'engagement total de la jeunesse quelle que soit son origine sociale, et singulièrement de la grande masse des étudiants dans la lutte pour l'émancipation politique.

4. NÉCESSITÉ D'UNE LUTTE RÉVOLUTIONNAIRE

La revendication du peuple guadeloupéen est une revendication nationale. Elle vise avant tout à transformer l'état de choses existant dans ce qu'il a de plus fondamental et de plus essentiel. Il s'agit de transformer radicalement la Guadeloupe, de créer une Guadeloupe libre et socialiste conformément aux exigences de notre temps, aux aspirations et aux besoins les plus impératifs de notre peuple.

La politique d'adaptation ou de réformes qui ne touchent pas aux structures en place débouche fatalement sur une impasse. Elle relève de la démagogie.

C'est donc une véritable révolution qu'il faut réaliser en Guadeloupe. (...)

6. LES OBJECTIFS DE LA RÉVOLUTION

Il résulte de l'analyse faite plus haut que la Révolution doit amener nécessairement la Guadeloupe à la pleine souveraineté.

Le mot d'ordre d'autonomie a constitué une étape nécessaire dans le processus de libération idéologique de la Guadeloupe s'il a tenu compte des conditions subjectives liées d'une part aux difficultés de poser de façon concrète le problème, à un certain complexe sur les possibilités d'avenir d'une Guadeloupe totalement émancipée et, d'autre part, à certains sentiments, d'attachement pour la France, aujourd'hui ce mot d'ordre paraît insuffisant ou insuffisamment explicite en raison du fait même que l'idée a largement pénétré dans les masses et que, pris en lui-même, le mot d'autonomie couvre un champ trop vaste d'interprétations.

Pour répondre aux aspirations de notre peuple et apporter des solutions conformes aux exigences de notre temps, la Révolution devra nécessairement déboucher sur un régime de démocratie.

Tout cela implique donc deux impératifs fondamentaux de la Révolution :

1 °) Accession de la Guadeloupe à la pleine souveraineté ;

2° Établissement en Guadeloupe d'un régime de démocratie populaire.

La pleine souveraineté nationale

La lutte révolutionnaire a pour objectif de soustraire la Guadeloupe à la tutelle coloniale et à toute tutelle étrangère. Les Guadeloupéens veulent construire leur destin à l'exemple de tous les autres peuples et non subir un destin qu'on leur impose ; cela implique l'édification de la Guadeloupe en un état souverain dirigé par :

1. Une assemblée législative élue par le peuple ;

2. Un gouvernement révolutionnaire appuyé sur le peuple et contrôlé par lui.

Ces deux pouvoirs détenant les attributs de la souveraineté nationale.

Rapports avec la France

La destruction des structures coloniales, -l'accession à la pleine souveraineté, signifient l'établissement de nouveaux rapports entre l'ancienne métropole et la Guadeloupe. Seule l'issue de la lutte déterminera le caractère de ces nouveaux rapports.

La Guadeloupe dans la Caraïbe

La Guadeloupe, de par sa situation même, est à vocation caraïbe. Le peuple, dans sa grande majorité, est sensible à tout ce qui se passe dans la Caraïbe et dans l'Amérique latine ; les progrès de la révolution cubaine sont suivis avec un intérêt croissant par les masses laborieuses. C'est la conjonction des divers colonialismes français, britannique, hollandais, espagnol et américain qui a dressé l'artificielle barrière qui existe entre les différents peuples de la Caraïbe.

Une des tâches essentielles de la Révolution sera de combattre cette barrière et de faciliter le rapprochement entre les différents pays de la Caraïbe.

A l'égard de nos frères de la Martinique et de la Guyane, la Révolution adoptera une attitude de solidarité agissante et fera tout pour faciliter le mouvement vers l'unité.

En dépit des spécificités propres à chacun des pays, de nombreuses raisons rapprochent ces trois pays et singulièrement la Guadeloupe et la Martinique. Il est évident que

- Dans l'immédiat : une solidarité étroite dans la lutte, une entente conjointe sur les objectifs ainsi qu'une coordination de l'action ne pourront que renforcer le mouvement d'émancipation dans ces pays et hâter le moment de leur libération ;

- Pour l'avenir : une coopération étroite de ces pays dans tous les domaines, politique, économique, culturel, ne pourra que consolider le devenir respectif de chacun d'eux et faciliter leur édification en États modernes.

En tout état de cause, la construction en commun, l'établissement de liens organiques entre ces pays ne peuvent être possible et efficaces que s'ils sont réalisés par des peuples devenus libres et que si, une fois libérés, ils s'engagent dans des voies démocratiques semblables. C'est pourquoi nous ne pouvons souscrire d'ores et déjà à telle ou telle forme d'union, car ce serait établir un préalable qui pourrait par la suite se révéler dangereux pour le devenir respectif de ces pays, dans la mesure où il pourrait faire le jeu de l'impérialisme dans la pratique.

Entre la dilution au sein d'un groupement vague niant l'originalité, les besoins et les aspirations respectifs de chaque partie et le confinement dans un particularisme national, étroit et chauvin, il y a assurément la place pour une entente profonde et durable.

Les aspirations à l'unité se situent dans une perspective historique juste. Elles traduisent le besoin de libération des masses, leur désir de mettre le maximum de forces en mouvement pour briser tous les obstacles à leur promotion. Pour

faire avancer vers l'unité, il ne suffit plus aujourd'hui de se référer seulement à des facteurs subjectifs.

«L'unité entre des, pays distincts est une œuvre gigantesque qui doit se poser dans le cadre d'options idéologiques, politiques et économiques communes correspondant aux intérêts des masses populaires».

Ouverture sur le monde

Un des facteurs non négligeable de notre développement est la possibilité pour notre pays de bénéficier de l'aide technique et financière des autres pays du monde.

C'est pourquoi, en matière de politique étrangère, la Guadeloupe doit jouir d'une liberté d'action.

C'est pourquoi la Guadeloupe doit pouvoir se faire représenter auprès des principaux organismes internationaux.

L'argument répandu selon lequel la libération politique des Antilles transformerait ces pays en bases militaires au service d'un bloc, ne résiste pas à l'examen.

Il est directement inspiré par les colonialistes qui visent, en spéculant sur la volonté pacifiste de nos peuples, à mobiliser la sensibilité antillaise au service de leurs intérêts et à prolonger la tutelle coloniale.

Un régime démocratique et populaire.

La prise en main par notre peuple de ses propres affaires suppose l'orientation de la Révolution vers un régime démocratique et populaire ; dire l'union consciente de toute les couches de la population pour la construction de la Guadeloupe dans le cadre des principes socialistes.

Le but primordial de la Révolution doit être la transformation radicale du système économique actuel de profit en une économie de besoins : la satisfaction des besoins essentiels du peuple.

Seule une perspective socialiste peut créer les conditions adéquates à cette transformation. L'édification de la Guadeloupe en Etat moderne, la résolution efficace des problèmes, le triomphe contre les obstacles de toutes sortes et les immenses difficultés ne seront possibles que dans le cadre d'un régime qui permet l'initiative, la vigilance et le contrôle du peuple.

Le développement accéléré du sens de la responsabilité collective est en l'occurrence facteur de progrès et gage de succès.

Les trois objectifs suivants constituent les principes fondamentaux de la Révolution en matière économique :

1 - Réforme agraire assurant le contrôle du peuple sur la propriété foncière et sur la production agricole ;

2 - Refonte du commerce ;

3 - Industrialisation, source d'activités nouvelles et d'utilisation du potentiel humain de travail ;

4 - La planification scientifique et démocratique seule capable d'assurer le développement harmonieux, proportionné et rapide de l'économie dans tous ses secteurs (agriculture, industrie, commerce, transport, pêche, etc.) constituera

le principe essentiel, le moteur qui permettra d'atteindre dans toute leur ampleur ces objectifs.

7. LES CONDITIONS DU SUCCÈS

Telles sont dans leurs grandes lignes les conditions de l'émancipation de notre pays.

Jamais les chances de succès n'ont été si grandes ; il faut savoir les saisir. «La force du mouvement national est fonction du degré de participation à ce mouvement de vastes couches de la nation, du prolétariat et de la paysannerie».

Toutes les difficultés, toutes les oppositions, toute résistance du colonialisme, seront rapidement balayées quand le peuple aura compris la nécessité de s'unir sur la base de ces principes pour briser le cadre d'une domination triséculaire.

LE G.O.N.G. - Adopté en Assemblée générale - juin 1963

**ORIENTATION ET STRATEGIE
DE LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE
DU PEUPLE GUADELOUPEEN**



ORIENTATION ET STRATEGIE DE LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE DU PEUPLE GUADELOUPEEN

Au cours de la journée d'étude du 1er mai, en présence de représentants de l'AGEC, de l'A.A.C., le bureau provisoire a débattu des voies et moyens et du programme d'activités de l'année 1963. Considérant l'extrême importance de connaître concrètement pourquoi nous voulons notre libération, comment nous entendons mener notre lutte, nous avons décidé de poser quelques conclusions fondamentales qui doivent constituer l'option politique et stratégique du militant du G.O.N.G. Nous ne pouvons aller de l'avant si nous ne tombons pas tous d'accord sur l'attitude politique à observer, la méthode d'action de lutte à appliquer.

L'adoption de ce rapport engagera clairement tous les militants et sera leur constante référence jusqu'à l'intervention de données exceptionnelles capables de modifier le processus de notre lutte.

Un examen très approfondi a porté sur les questions suivantes:

- 1 - Lutte de masse et lutte de classe.
- 2 - Lutte de masse en tant que moyen de lutte révolutionnaire.
- 3 - La lutte révolutionnaire armée
- 4 - La violence libératrice.
- 5 - Les exemples de lutte de libération nationale.
- 6 - Les possibilités concrètes de la lutte en Guadeloupe.
- 7 - La voie révolutionnaire de la Guadeloupe.
- 8 - L'établissement du programme d'action du G.O.N.G.

Voici les conclusions qui ont été dégagées.

Des points 1 et 2 : DE LA LUTTE DE MASSE EN TANT QUE MOYEN DE LUTTE DE LIBERATION NATIONALE.

La lutte de masse est l'entrée en action des plus larges couches de la population dans une mobilisation générale pour le triomphe d'une revendication bien définie. Elle est basée en pays sous-développé sur la recherche du mieux être et l'aspiration à la dignité.

La lutte de masse peut être le résultat de l'organisation d'une alliance temporaire comportant des avantages immédiats pour les deux partis : la classe ouvrière et paysanne dans une société avancée d'un côté et la bourgeoisie de l'autre.

En ce qui concerne la Guadeloupe, la lutte de masse doit être le résultat de l'organisation des différentes catégories sociales mobilisées sur un thème unitaire : la revendication nationale, un statut d'Etat souverain associé avec un programme révolutionnaire qui doit tenir compte essentiellement des intérêts de l'ensemble de la population et en premier lieu des paysans et ouvriers constituant la force motrice de la révolution. Car l'analyse dialectique permet d'affirmer que la contradiction principale est celle qui existe entre les catégories sociales du peuple dans son entier et le colonialisme et l'impérialisme français. La

résolution de cette contradiction constitue le caractère national de notre lutte de libération. Des contradictions internes entre les intérêts de diverses catégories sociales existent, elles doivent tendre vers une solution acceptable pour tous, vers une responsabilité de plus en plus élargie aux couches les plus nombreuses de la population guadeloupéenne. La résolution de ces contradictions internes menées sous le nom de la lutte de classe constitue le caractère démocratique de notre lutte. Dans une stratégie générale, la lutte pour la Démocratie doit nécessairement être menée en même temps que la lutte de libération. Elle ne doit pas bloquer le travail d'organisation nationale; bien comprise, elle ne saurait être invoquée pour rejeter les cadres nationaux capables d'apporter qualitativement et quantitativement un sérieux appoint à notre lutte.

Chaque responsable, chaque militant doit tenir compte de cette attitude politique dans le travail d'unification et d'organisation politiques. Nous faisons nôtre cette appréciation de Staline : «La force du mouvement national est fonction du degré de participation des vastes couches de la nation, du prolétariat et de la paysannerie»; et c'est l'occasion de rappeler avec Mao le rôle des jeunes intellectuels et étudiants militant au G.O.N.G. Ils doivent aller aux masses paysannes et ouvrières pour les mobiliser et les organiser selon ces principes. Ils seront jugés, évalués non sur leurs connaissances livresques et techniques mais sur leur capacité à s'intégrer au peuple, à mener une action concrète, à réaliser une tâche définie dans le sens de cette orientation de lutte. Eduquer, mobiliser, organiser, voilà la ligne à suivre.

POSITION SUR UN DES MOYENS DE LUTTE DE MASSE : LE SUFFRAGE UNIVERSEL.

Le suffrage universel doit être considéré comme une arme du peuple; il l'utilise pour la défense de sa revendication nationale, pour exprimer à la face du monde, par le choix d'un ou plusieurs représentants authentiques, sa volonté de faire aboutir le programme défendu. Tout représentant élu démocratiquement doit obligatoirement avoir pour tâche de combattre le système de dépendance et de faire de l'agitation pour le changement de statut politique. Dans les conditions démocratiques de vote, le peuple doit participer aux élections, exprimer sa volonté, du moment que ces élections vont dans le sens de ses intérêts, et qu'il a la garantie du respect de ses suffrages. Cependant il est à noter que dans le rapport actuel des forces, le colonialisme se sert le plus souvent du geste électoral du Guadeloupéen pour cautionner, grâce à la fraude et à la force policière, les fantoches qui servent son intérêt. Le peuple doit refuser d'aller aux urnes chaque fois qu'il s'agit d'une mascarade organisée par le colonialisme, sous le joug de ses forces armées. Bien plus, il doit supprimer le moyen d'oppression par un boycott systématique et organisé de telle sorte que cette action devienne un événement politique positif pour sa lutte de libération nationale. Dans le cas d'une élection globale devant décider de l'avenir politique du peuple guadeloupéen la position du G.O.N.G. est que la participation aux urnes ne sera valable que si toutes les garanties sont réunies par un contrôle neutre et international.

Nous voyons que l'ensemble de la lutte révolutionnaire ne saurait tendre ni uniquement, ni principalement à faire élire des représentants chargés de faire de l'agitation et de poser dans les formes constitutionnelles du Maître de la Revendication Nationale. Nous constatons que les actuels «mal élus» ne pourront à aucun moment prétendre négocier au nom du peuple guadeloupéen. Nous constatons que tant que l'arme du suffrage universel ne sera pas contrôlée par le peuple, l'électoratisme doit être liquidé en tant que moyen de lutte révolutionnaire de libération nationale.

Des points 3 et 4 :

LUTTE RÉVOLUTIONNAIRE ARMÉE VIOLENCE LIBÉRATRICE

Tout le monde admet que le passage de la lutte politique à la lutte armée constitue un tournant extrêmement grave et important pour le salut national.

Lénine nous enseigne l'insurrection doit s'appuyer sur l'essor révolutionnaire des masses et non sur un complot. L'histoire nous enseigne que le colonialisme ne recule que devant des actions de force à l'échelle du peuple opprimé.

La force doit s'entendre aussi bien dans le sens matériel que moral. Elle se traduit par les rapports existant entre les avantages et les faiblesses des parties opposées.

Tenant compte des luttes des peuples qui se sont libérés du joug du colonialisme, des conditions spécifiques de la lutte en Guadeloupe, le G.O.N.G. admet la violence libératrice spécifique comme moyen intégré de notre lutte de libération nationale. Mais nous précisons l'action terroriste au stade actuel ne ferait que défavoriser notre cause. Nous devons à tout prix éviter l'extermination de nos forces naissantes. Les interventions armées ne peuvent, en aucun cas, être déclenché avant que le peuple, soutien logistique de la Révolution, ne les ait admises et rendues possibles. L'analyse brève et comparative des forces nous montre : l'adversaire est avantagé sur les points suivants :

- et la qualité et la quantité des armes,
- les forces de répression bien entraînées,
- un sens élevé de l'organisation,
- une propagande largement orchestrée à l'intérieur comme à l'extérieur.

Nos avantages :

- Notre cause est juste.

Nous luttons contre l'oppression politique, économique, sociale, pour le droit de nous diriger nous-mêmes «souveraineté nationale».

- L'ensemble de notre population est d'accord pour un changement de statut.
- La lutte se passera en tout premier lieu sur un sol où vit un peuple qui en a une parfaite connaissance et soutient ses fils.
- Le soutien international des peuples libérés du colonialisme et des peuples du camp socialiste.
- Les contradictions internes de l'impérialisme.

Notre faiblesse sur le plan matériel apparaît clairement. Il faut noter que ces avantages du camp colonialiste portent sur des points secondaires dans une

évaluation dialectique correcte, le passage de l'état d'infériorité initiale à l'état de supériorité finale est possible, car nôtre force est, elle, capable de se développer plus vite sur les points essentiels au cours même de la lutte :

- participation des larges masses à la lutte de libération,
- soutien de plus en plus large de l'opinion internationale.

Ainsi apparaît une notion fondamentale à retenir, notre stratégie de lutte de libération doit être envisagée sous l'angle d'une résistance de longue durée. Toute conception née de l'impatience visant à enlever une victoire rapide serait une grave erreur et devrait être combattue.

C'est à une VICTOIRE POLITIQUE que doivent tendre toutes nos forces.

Pourquoi victoire politique ? Toute lutte aboutit nécessairement à une négociation, elle que nous visons doit entraîner des conséquences telles que le colonialisme se trouvera objectivement dans l'incapacité de poursuivre son œuvre d'exploitation et de domination, des conséquences telles que notre destin soit assuré par notre responsabilité. D'où cette notion fondamentale de penser la stratégie d'organisation du peuple comme une lutte de construction nationale.

En résumé, abattre l'impérialisme, préparer les structures organisationnelles d'une Guadeloupe libre, souveraine, moderne, heureuse. Nous voyons que les conditions de succès de notre lutte révolutionnaire anti-colonialiste, anti-impérialiste, de libération et de construction nationales sont précisément l'existence d'un mouvement puissant et agissant. «La révolution est impossible sans lutte nationale généralisée».

Point 5 : DES EXEMPLE DE LUTTE DE LIBÉRATION NATIONALE.

Nous savons que chaque révolution, chaque lutte de libération nationale est dans chacun des cas, un phénomène unique, propre telle époque historique, à tel pays c'est-à-dire aux conditions politique, économique et physique du peuple qui mène la lutte, cependant, nous affirmons que toutes les révolutions confirment la loi fondamentale suivante : «Il ne suffit pas, pour que la révolution ait lieu, que les masses exploitées et opprimées soient conscience de l'impossibilité de vivre comme autrefois et réclament le changement. Il faut, pour que la révolution ait lieu, que les exploiters, les colonialistes et leurs suppôts ne puissent pas vivre et gouverner comme autrefois».

Nous décidons, non pas de mener la lutte révolutionnaire de la manière du VIETNAM, de CUBA ou de l'ALGERIE, mais de bénéficier de leur expérience de la lutte de libération, de leur aide, de leurs apports positifs à la lutte mondiale de décolonisation.

Points 6 et 7 : POSSIBILITÉ CONCRÈTE DE LA LUTTE. VOIR RÉVOLUTIONNAIRE EN GUADELOUPE

Sur le plan politique :

L'analyse des forces politiques et sociales montre que les forces autonomistes A.G.E.G, P.G.G., M.D.A., syndicats, personnalités progressistes, n'ont pu jusqu'à présent réaliser L'UNITÉ POLITIQUE sur la base d'une lutte de libération nationale, et sur un programme minimum à contenu social et économique entraînant l'adhésion du peuple.

Mais des possibilités concrètes d'UNITE se dégagent. L'A.G.E.G., force nationale offre des possibilités concrètes d'organiser la jeunesse guadeloupéenne sur une base nationale. Elle a adopté le mot d'ordre «UNITE ET ORGANISATION» du peuple. Les débats sur le thème de l'unité, ont malgré les divergences idéologiques, imposé à tous la lutte de libération nationale, au P.C.G., comme chez le M.D.A.

Les ouvriers guadeloupéens de Paris se regroupent au sein de l'A.G.T.A.G., afin de participer au combat de libération.

En Guadeloupe, et à Paris, l'existence de groupes de jeunes révolutionnaires prouve s'il en était besoin que la crise générale progresse.

Sur le plan de la résistance physique :

La résistance physique, l'emploi de certaines formes d'actions armées, de la violence spécifique, sont dans nos possibilités. Car pendant la guerre coloniale menée au VIETNAM par la France, pendant son combat d'extermination menée contre le peuple Algérien, plusieurs générations de jeunes guadeloupéens ont servi contre leurs frères coloniaux. Ils ont compris par l'action, par la vue directe que leur position auprès de l'opresseur était incompatible avec leur origine, leurs aspirations. Ils sont dans la grande majorité d'accord pour risquer leur vie en pleine conscience, pour leur dignité, leur liberté, contre ces mêmes forces qui les avaient embrigadés d'office.

Mais il existe, aussi bien dans les partis de gauche, dans le camp des étudiants et bien entendu dans les rangs des valets et des personnalités des hommes qui prônent un verbalisme révolutionnaire tendant à maintenir nos forces dans un pacifisme garanti. Il nous faut combattre ces pacifistes si nous voulons faire avancer l'idée d'une lutte réelle, il nous faut écarter les obstacles nombreux qu'ils accumulent pour repousser indéfiniment la réalisation des conditions objectives de la lutte de libération nationale.

Notre position est que notre peuple ne se refusera -pas à manier les armes, en avoir pour défendre son droit à la liberté après que son sang ait été prélevé pour des raisons contraires à son intérêt. Dans le cas contraire nous mériterions notre esclavage.

La conclusion qui s'impose est que la voie guadeloupéenne est celle d'une lutte politique de masse généralisée portant sur tous les plans et dans tous les domaines, utilisant tous les moyens, y compris les actions armées, la violence spécifique, dans la mesure des possibilités concrètes de la GUADELOUPE.

Voici, condensées, les lignes générales de notre orientation et stratégie. Ces lignes sont pour l'instant propulsées et appliquées par le G.O.N.G. Nous espérons qu'elles seront dans leur plus grande part adoptées par le mouvement national GUADELOUPEEN.

En ce qui concerne la lutte de masse :

La phase préliminaire dans cette étape pré-révolutionnaire actuelle, comporte une préparation systématique, impérieuse, intransigeante et accélérée des cadres révolutionnaires. L'accélération de l'histoire nous impose des mesures d'urgence et une réduction du temps de maturation. Les militants doivent rapi-

dement apprendre les méthodes d'agitation, d'organisation, de mobilisation et de direction.

Il s'agit de développer et de renforcer l'action pour :

- généraliser la prise de conscience,
- poser la revendication nationale dans tous les domaines de la vie quotidienne sur les lieux de travail, dans les écoles, les églises, les syndicats, les partis politiques, les associations culturelles ou sportives, les sociétés mutualistes.
- accroître l'agitation politique afin de créer un état de tension révolutionnaire par l'édition de tracts, d'affiches, d'inscriptions sur les murs, par l'organisation de meetings, le noyautage de manifestations officielles, placées sous l'égide du système. Créer et multiplier les organisations de masse pour la lutte en plein jour. Mais surtout de passer à l'organisation concrète des groupes révolutionnaires, d'organisations nouvelles sur la base des catégories des activités professionnelles en y développant l'idéologie de la lutte de libération nationale avancée par le G.O.N.G. L'apparition d'organisations suivantes telles que :
 - Syndicat national,
 - Mouvement national de la jeunesse,-
 - Association des artisans et des petits commerçants
 - Union nationale des femmes.

L'union des paysans de petits planteurs, est certainement la tâche qui entraînera la phase du regroupement des forces guadeloupéennes sous une direction unifiée et à forte cohésion interne en un vaste Front Uni ou mouvement national de la Guadeloupe.

Sur la question de la violence :

Le moment de son entrée en scène sera déterminé après une évaluation dialectique de nos forces, selon les conditions et les besoins de la lutte. Les militants doivent faire de la propagande pour l'action armée ou de la violence afin de la préparer, de la rendre possible, puisque nous devons y recourir.

De toute évidence il faut que les premières conditions soient remplies, ou presque en totalité pour qu'interviennent :

- Grève générale,
- Le boycott du commerce et de l'économie colonialiste,
- Le boycott de l'administration colonialiste en même temps que la création d'une administration parallèle guadeloupéenne,
- le boycott des élections législatives, générales.

Les actions armées contre les institutions et corps constitués représentant concrètement la tutelle (préfecture, gendarmerie, casernes de C.R.S....)

La liquidation des traîtres, des valets, et des représentants de la tutelle et l'INSURRECTION.

Les actions contre les institutions administratives et économiques, doivent être politiques et de violence (ex. Précédents).

A l'extérieur :

Poser de manière systématique et claire le problème GUADELOUPEEN et notre revendication nationale devant la conscience française.

Entraîner l'aide effective des organisations anti-colonialistes en France par des activités concrètes de soutien en plein jour.

Utiliser la solidarité agissante des nations sœurs pour l'obtention d'une aide matérielle financière et technique à la révolution GUADELOUPEENNE.

Démasquer le gouvernement français devant l'opinion publique internationale quand il prétend avoir terminé la décolonisation.

Dénoncer les hommes de l'ancien Front Antillo-Guyannais qui volent la représentativité de notre peuple auprès des pays du tiers monde, les arrivistes guadeloupéens liés à ces usurpateurs.

Préparer les techniciens à formation polymorphe pour la lutte armée, les commandos destinés à accomplir les tâches spéciales de la révolution.

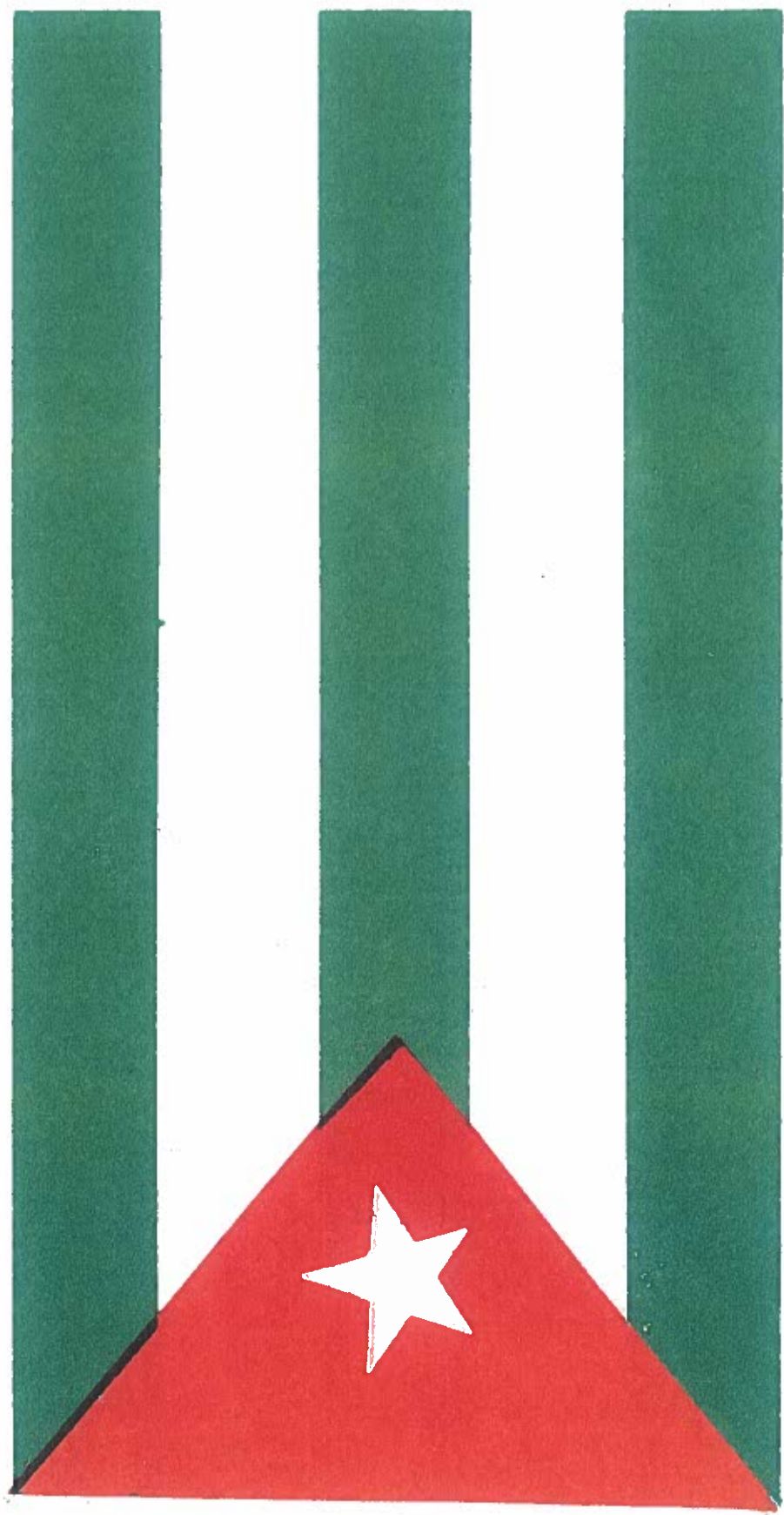
La mise en route et la réussite d'une telle stratégie supposent :

a) Une ligne politique juste : notre revendication de souveraineté nationale est juste; le content social qui sera proposé à notre peuple tiendra compte essentiellement de ses intérêts, et aura un caractère démocratique.

b) Un bloc unitaire national : notre tâche d'unité, d'organisation de tout le peuple est réalisable car elle reflète un besoin de tous les Guadeloupéens.

c) Un plan de lutte correctement élaboré : l'engagement de tout notre peuple organisé pour se battre sur tous les plans est un gage indéniable de succès.

«NOUS VAINCRONS»



RANGEONS NOUS SOUS LA BANNIERE DU G.O.N.G. POUR POURSUIVRE LA LOTTE
CONTRE L' IMPERIALISME , CONTRE LE COLONIALISME FRANCAIS ET SES VALETS LOCAUX.